

CAISSES LOCALES AFFILIÉES
À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NORMANDIE

Sociétés coopératives à capital variable
régies notamment par les articles L. 511-1 et suivants et L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier
ainsi que par la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération

Siège social de la Caisse régionale : 15, Esplanade de la Laujardière – 14000 CAEN
478 834 930 RCS CAEN

Offre au public de parts sociales
par les Caisses locales affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie
d'une valeur nominale unitaire de 1,53 €
pour un montant maximal d'émissions de 60 millions d'euros par an
(représentant 39 215 686 parts sociales)

Le prospectus se compose :

- du présent document
- des documents incorporés par référence.

Ce prospectus, qui a une période de validité de 12 mois à compter de l'obtention du visa, incorpore par référence :

- le document de référence relatif à Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 26 mars 2019 sous le numéro D.19-0198, ses actualisations déposées le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0198-A01 et le 17 mai 2019, sous le numéro D.19-0198-A02,
- le communiqué de presse Crédit Agricole SA du 6 juin 2019, annonçant le Projet du Groupe et son PMT 2022,
- les différents documents suivants, relatifs aux exercices 2017 et 2018 publiés sur le site Internet de la Caisse régionale et déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers :
 - le rapport de gestion,
 - les comptes annuels et consolidés de la Caisse régionale,
 - les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels et consolidés,
 - le rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées,
 - le document regroupant les fiches relatives aux Caisses Locales.



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, de ses articles 211-1 à 216-1 et, notamment, 212-38-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n°19-285 en date du 21/06/2019 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1 du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, au siège social de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie.

Le présent prospectus est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org et sur le site Internet de la Caisse régionale de Normandie : www.ca-normandie.fr

L'émetteur recommande à l'investisseur de lire attentivement le chapitre "Facteurs de risques" avant de prendre sa décision d'investissement.

SOMMAIRE DU PROSPECTUS

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS	4
ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS	9

PREMIÈRE PARTIE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ÉMISSIONS DE PARTS SOCIALES PAR LES CAISSES LOCALES AFFILIEES A LA CAISSE REGIONALE

PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	4
ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS	11
1. CARACTÉRISTIQUES DES ÉMISSIONS	13
1.1 Cadre des émissions	13
1.2 Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisses Locales	13
1.3 Prix et montant de souscription	13
1.4 Droit préférentiel de souscription et dilution	13
1.5 Période de souscription	13
1.6 Modalités et délais de délivrance des parts sociales	13
1.7 Garantie de bonne fin	14
1.8 But des émissions	14
1.9 Montants levés au cours de l'année 2018	14
1.10 Établissement domiciliaire	14
2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES PAR LES CAISSES LOCALES	14
2.1 Forme des parts sociales	14
2.3 Droits politiques et financiers	15
2.4 Négociabilité - Liquidité : remboursement et cessibilité des parts sociales	16
2.5 Facteurs de risques	17
2.6 Frais	19
2.9 Tribunaux compétents en cas de litige	20
3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RELATIFS AU STATUT DES CAISSES LOCALES ÉMETTRICES	20
3.1. FORME JURIDIQUE	20
3.2. OBJET SOCIAL	21
3.3. EXERCICE SOCIAL	21
3.4. DURÉE	21
3.5. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES CAISSES LOCALES	21
3.5.1 Entrée dans le sociétariat	21
3.5.2 Droits des sociétaires	21
3.5.3 Responsabilité des sociétaires	21
3.5.4 Sortie du sociétariat	22
3.6 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES RELATIONS ENTRE LA CAISSE RÉGIONALE ET LES CAISSES LOCALES QUI LUI SONT AFFILIÉES	23
3.6.1 Les relations de capital	23
3.6.2 La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire	23
3.6.3 Les relations financières	23
3.6.4 Les relations de solidarité	24
3.6.5 Les relations de contrôle	24

3.7	RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES RELATIFS À CHAQUE ENTITÉ LOCALE ÉMETTRICE	25
1.	COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES.....	30
2.	CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE	30
3.	FACTEURS DE RISQUE.....	31
4.	COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE AU 29/03/2019	31
5.	CONFLITS D'INTERET	32
6.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA CAISSE RÉGIONALE.....	32
7.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES	32
8.	RELATIONS FINANCIÈRES, DE SOLIDARITÉ ET DE CONTRÔLE AVEC LE GROUPE CREDIT AGRICOLE	32
9.	PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGES SIGNIFICATIVES EN COURS.....	32
10.	PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE	32
11.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	35

TROISIÈME PARTIE
RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE
ET AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

	PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE.....	36
--	--	-----------

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans des parts sociales doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Les personnes responsables du présent résumé n'engagent leur responsabilité que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus.

Dans le prospectus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie est désignée individuellement la "Caisse régionale".

Dans le prospectus, les Caisses locales (dont la liste figure au 3.7 du chapitre 1 du prospectus) affiliées à la Caisse régionale sont collectivement dénommées les "Caisses Locales" et individuellement dénommée "la Caisse locale".

PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole est un groupe uni et décentralisé, dont la structure pyramidale est fondée sur un socle mutualiste.

Le Crédit Agricole s'est constitué au fil de son histoire, comme un réseau décentralisé de sociétés coopératives de crédit, locales et régionales, dont l'unité et la cohérence sont assurées :

- a. sur le plan politique, par la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association regroupant l'ensemble des Caisses Régionales et,
- b. sur le plan prudentiel, de la liquidité et de la solvabilité, du contrôle des risques, par Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe.

Au terme de cette évolution historique, le réseau du Crédit Agricole est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois degrés décrits ci-après :

- a. **Les Caisses Locales**, coopératives de premier niveau, qui constituent le socle de l'organisation du Crédit Agricole et regroupent les sociétaires sur la base d'un critère géographique, ont notamment pour mission de représenter les sociétaires dans les organes sociaux de la Caisse régionale à laquelle elles sont affiliées ;
- b. **Les Caisses Régionales**, coopératives de deuxième niveau, agréées en qualité d'établissements de crédit, sont les entités qui exercent l'activité bancaire et détiennent les agences. Leur capital est détenu par les Caisses Locales affiliées et par la Société SACAM Mutualisation à hauteur d'environ 25% (qui lui confère une voix en assemblée générale). Les Caisses Régionales ont créé, en 1947, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association sans but lucratif, qui constitue une instance de représentation, d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses Régionales ;

La Société SACAM Mutualisation est une Société en Nom Collectif intégralement capitalisée par les Caisses régionales qui possèdent la totalité du capital et des droits de vote, elle détient 25 % des Caisses régionales.

- c. **Crédit Agricole S.A.**, organe central du groupe. Véhicule coté, constitué sous forme de société anonyme par actions, son capital est détenu, à hauteur de 56,6 %, par les Caisses Régionales au travers de la SAS Rue La Boétie, le solde étant réparti entre investisseurs institutionnels et actionnaires individuels.

1. CADRE DES ÉMISSIONS

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la Caisse régionale de Normandie, le capital social peut être augmenté par adjonction de nouveaux membres ou de la souscription de nouvelles parts sociales effectuée par les sociétaires, à l'échelon de ses Caisses Locales.

Toutes les Caisses Locales affiliées à la Caisse régionale émettent des parts sociales, **BUT DES ÉMISSIONS**

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses Locales affiliées à la Caisse régionale s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients. Cette démarche contribue en outre à assurer la pérennité du capital social des Caisses Locales et, par conséquent, des fonds propres de base de la Caisse régionale.

La mise en œuvre de ce projet aura subsidiairement pour conséquence la collecte de fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à être placés auprès de la Caisse régionale.

En contrepartie de ces apports de fonds, chaque Caisse locale recevra une rémunération versée par la Caisse régionale. Cette rémunération servira aux Caisses Locales à rémunérer les parts sociales qu'elles auront émises auprès de leurs sociétaires, sous réserve d'une décision de l'assemblée générale de chaque Caisse locale.

3. FORME DES PARTS SOCIALES ÉMISES PAR LES CAISSES LOCALES

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites.

Les parts sociales de banques coopératives sont des parts de capital social conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du Code monétaire et financier, représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale.

Toutes les parts sociales émises par les établissements mutualistes sont incluses dans les fonds propres de base desdits établissements conformément aux dispositions réglementaires applicables¹.

Les parts sociales ont actuellement une valeur nominale de 1,53 €.

4. PRIX ET MONTANT DE SOUSCRIPTION

4.1. Prix de souscription

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse locale est fixé à 1,53 €, correspondant à sa valeur nominale.

Les parts sociales devront être entièrement libérées lors de la souscription.

4.2 Montant de souscription

Il est envisagé un montant maximal d'émissions de 60 millions d'euros par an, au niveau global pour l'ensemble des Caisses locales, représentant 39 215 686 parts sociales.

¹ Cf. notamment l'article 27 du règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013.

Chaque souscripteur aura la faculté de souscrire au minimum 10 parts sociales (soit 15,30€) et au maximum 6 540 parts sociales (soit 10 006,20 €).

La souscription de parts sociales aux grands mineurs (16 à 18 ans) est de 10 parts au minimum, soit 15,30 € et à 100 parts (153,00 €) au maximum.

Le plafond d'encours est fixé :

- Par sociétaire : à 10 006,20 €, soit 6 540 parts sociales, hors réinvestissement,
- Pour un compte joint : à 20 012,40 €, soit 13 080 parts sociales, hors réinvestissement.

4.3 Période de souscription

La période de souscription des parts sociales est de 12 mois à compter du jour de l'obtention du visa délivré par l'Autorité des Marchés Financiers.

5. DROITS POLITIQUES ET FINANCIERS

La détention de parts sociales donne le droit de participer à l'assemblée générale et d'être élu administrateur de la Caisse locale et à un intérêt annuel aux parts prélevé sur le résultat distribuable et fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes du dernier exercice social.

Tout sociétaire, personne physique ou morale, a droit à une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Chaque personne morale se fait représenter par un mandataire sociétaire ou non à titre individuel de la Caisse locale.

Tout sociétaire peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose, en outre de sa voix personnelle, de la voix de chacun des sociétaires qu'il représente, sans pouvoir disposer à ce titre de plus de cinq voix, la sienne comprise.

6. NÉGOCIABILITÉ – LIQUIDITÉ : REMBOURSEMENT ET CESSIBILITÉ DES PARTS SOCIALES

En raison de la variabilité du capital, les parts sociales peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de leur titulaire. Les conditions dans lesquelles le remboursement des parts sociales est effectué sont définies ainsi :

- Le remboursement, en cas de démission ou de décès, sera opéré sur proposition du Conseil d'Administration et devra être approuvé par l'Assemblée Générale suivante ;
- Le remboursement des parts sociales à un sociétaire démissionnaire peut être différé. En effet, il peut être suspendu jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit 5 ans à compter de la perte de qualité de sociétaire et ce, en application de l'article L.512-26 du Code monétaire et financier ;
- Le versement effectif de la somme due ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire.

En cas de décès d'un sociétaire, les héritiers désignent l'un d'entre eux pour les représenter, qui devra être agréé en cette qualité par le Conseil d'Administration.

Les parts sociales sont également cessibles avec l'agrément du Conseil d'Administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes physiques ou morales susceptibles d'adhérer à une Caisse locale de Crédit Agricole.

La Caisse locale, pour toutes les obligations de ses sociétaires vis-à-vis d'elle, a un privilège sur les parts du capital social qu'ils possèdent.

7. FACTEURS DE RISQUES

Les entités locales émettrices considèrent que les facteurs de risque décrits ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à la souscription de parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision de souscription, le sociétaire potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risque ci-dessous.

7.1 Facteurs de risque liés à la Caisse régionale de Normandie et le Groupe Crédit Agricole

Les facteurs de risque liés à la Caisse régionale de Normandie figurent pages 10 à 24 du rapport de gestion incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la Caisse régionale (www.ca-normandie.fr).

Les facteurs de risque liés au Groupe Crédit Agricole, figurent au chapitre 5 du Document de Référence de Crédit Agricole S.A., incorporé par référence, déposé auprès de l'AMF et mis en ligne sur son site internet (www.credit-agricole-sa.fr).

7.2 Facteurs de risque liés à la détention de parts sociales

Risque de capital

Les parts sociales, titres de capital et instrument de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par les Caisses Locales émettrices. En conséquence :

- le remboursement des parts sociales du sociétaire sortant sera, le cas échéant, réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan,
- l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale,
- le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse régionale et au risque de mise en œuvre de mesures de résolution, notamment de "bail-in" au sein du Groupe Crédit Agricole . En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'autorité de résolution pourrait décider d'appliquer aux parts sociales une mesure de "bail-in", c'est-à-dire de déprécier leur valeur nominale afin d'absorber les pertes.

Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.

Risque de liquidité

Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.

Tout remboursement de part sociale étant soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales. Les investisseurs doivent être conscients que la liquidité des parts sociales peut être faible ou nulle.**

Toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 0,1 %.

Remboursement

Le sociétaire sortant n'a droit qu'au remboursement de la valeur nominale de ses parts-en cours au moment de sa sortie, et sans aucun droit sur les réserves. Il a également droit au paiement de l'intérêt des parts afférent à l'exercice au cours duquel a eu lieu sa sortie, l'intérêt étant calculé proportionnellement au nombre de mois entiers en possession des parts. Le taux d'intérêt est fixé par l'Assemblée générale qui approuve les comptes de l'exercice.

Le remboursement s'effectue sur la base de la valeur nominale, augmenté des intérêts échus. Il est subordonné à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale émettrice et ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire, date à laquelle la responsabilité du sociétaire ne peut plus être engagée (article L.512-26 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article 77 du règlement européen N° 575/2013 du 26 juin 2013 et à l'article 32 du règlement délégué de la Commission européenne N° 241/2014 du 7 janvier 2014, relatifs aux fonds propres des établissements de crédit, la Banque Centrale Européenne peut autoriser à l'avance des opérations de remboursement d'instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des sociétés coopératives, pour un montant prédéterminé pouvant atteindre 2 % des fonds propres de base de catégorie 1 (déduction faite du montant de la souscription de nouveaux instruments de fonds propres de catégorie 1) pendant une période maximale d'un an. Au-delà de ce montant, le remboursement est conditionné à l'autorisation de la Banque Centrale Européenne.

Enfin, le remboursement des parts sociales est subordonné au respect des normes relatives au capital minimum des établissements de crédit et à sa représentation ainsi que de la règle prévue à l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants.

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure :

- **de se voir rembourser aisément leurs parts sociales,**
- **de céder aisément leurs parts sociales.**

Rémunération

La rémunération s'effectue en fonction des résultats de la Caisse locale, et sous réserve d'une décision de distribution de l'Assemblée Générale, les parts sociales sont rémunérées par un intérêt dont le taux est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la Caisse locale, dans la limite d'un plafond, au plus égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", majoré de deux points, fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale. **Il n'y a donc pas de garantie formelle de rémunération.**

Rang de subordination

En cas de liquidation d'une Caisse locale, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales, et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social.

Dans la mesure où les parts sociales ne confèrent pas à leur titulaire un droit sur l'actif net, l'assemblée générale extraordinaire de la Caisse locale décidera de l'affectation de l'actif net subsistant (après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé) à une œuvre d'intérêt agricole (en pratique, une autre Caisse locale).

Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.

Fiscalité

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les investisseurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

Changement législatif (y compris dans la réglementation fiscale)

Les modalités et informations relatives aux parts sociales, décrites dans le présent prospectus, sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date des présentes. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent prospectus.

8. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les parts sociales ne sont éligibles ni au mécanisme de garantie des titres prévu à l'article L.322-1 du Code monétaire et financier, ni au mécanisme de la garantie des déposants prévu à l'article L.312-4 du même code car elles ne constituent pas des fonds remboursables.

9. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les documents juridiques et sociaux relatifs à la Caisse régionale devant être mis à disposition du public, conformément à la réglementation applicable, peuvent être consultés au siège social de la Caisse régionale.

10. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE

Comptes consolidés

BILAN (en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017	Évol.18/17 %
Total bilan	18 118 679	16 918 949	7 %
Fonds propres	2 575 694	2 295 153	12 %
Capital souscrit	224 322	206 081	9 %
Ratio tier one	20,29%	19,37%	5 %

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017	Évol. 18/17%
Produit net bancaire	389 519	379 486	3 %
Résultat brut d'exploitation	143 205	141 905	1 %
Coefficient d'exploitation	63,2%	62,6 %	1 %

	31/12/2018	31/12/2017	Évol. 18/17 %
Résultat courant avant impôt	130 550	144 956	(10 %)
Impôts sur les bénéfices	29 888	43 598	(31 %)
Résultat net	100 662	101 358	(1%)

ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS

Personne responsable des informations contenues dans le prospectus

- M. Pascal DELHEURE, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie.

Attestation du Responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à CAEN,

Le 21/06/2019

Le Directeur Général



Pascal DELHEURE

PREMIÈRE PARTIE

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS
AUX ÉMISSIONS DE PARTS SOCIALES
PAR LES CAISSES LOCALES AFFILIÉES À LA CAISSE RÉGIONALE**

1. CARACTÉRISTIQUES DES ÉMISSIONS

1.1 Cadre des émissions

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la Caisse régionale de Normandie, le capital social peut être augmenté par adjonction de nouveaux membres ou de la souscription de nouvelles parts sociales effectuée par les sociétaires à l'échelon de ses Caisses Locales.

Toutes les Caisses Locales affiliées à la Caisse régionale émettent des parts sociales (sauf la Caisse locale de développement de l'épargne et essor de l'économie régionale).

1.2 Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisses Locales

La Caisse locale peut admettre comme sociétaires les personnes physiques ou morales visées aux articles L.512-22 et R.512-2 à R.512-4 du Code monétaire et financier et celles avec qui elle ou la Caisse régionale à laquelle elle est affiliée, a effectué une des opérations mentionnées aux articles L.311-1, L.311-2, L.511-2 et L.511-3 du Code monétaire et financier.

1.3 Prix et montant de souscription

Prix de souscription

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse locale est fixé à 1,53 €, correspondant à sa valeur nominale.

Les parts sociales devront être entièrement libérées lors de la souscription.

Montant de souscription

Il est envisagé un montant maximal d'émissions de 60 millions d'euros par an, au niveau global pour l'ensemble des Caisses locales, représentant 39 215 686 parts sociales.

Chaque aura la faculté de souscrire au minimum 10 parts sociales (soit 15,30€) et au maximum 6 540 parts sociales (soit 10 006,20 €).

La souscription de parts sociales aux grands mineurs (16 à 18 ans) est de 10 parts au minimum, soit 15,30 € et à 100 parts (153,00 €) au maximum.

Le plafond d'encours est fixé :

- Par sociétaire : à 10 006,20 €, soit 6 540 parts sociales, hors réinvestissement,
- Pour un compte joint : à 20 012,40 €, soit 13 080 parts sociales, hors réinvestissement.

1.4 Droit préférentiel de souscription et dilution

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription en raison de la variabilité du capital des Caisses Locales et de l'absence de droits des sociétaires sur leurs réserves. Les présentes émissions n'entraînent ainsi aucune dilution des sociétaires actuels.

1.5 Période de souscription

La période de souscription des parts sociales est de 12 mois à compter du jour de l'obtention du visa délivré par l'Autorité des Marchés Financiers.

1.6 Modalités et délais de délivrance des parts sociales

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites.

Les souscriptions sont matérialisées par la signature d'un bulletin de souscription comportant notamment le nom, prénom ou dénomination du souscripteur, son adresse, le nombre de parts souscrites, la date et la signature du souscripteur.

1.7 Garantie de bonne fin

Compte tenu de la spécificité de l'opération, et particulièrement de la durée des émissions, il n'y a pas de garantie de bonne fin.

1.8 But des émissions

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses Locales affiliées à la Caisse régionale s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients. Cette démarche contribue en outre à assurer la pérennité du capital social des Caisses Locales et, par conséquent, des fonds propres de base de la Caisse régionale.

La mise en œuvre de ce projet aura subsidiairement pour conséquence la collecte de fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à être placés auprès de la Caisse régionale.

En contrepartie de ces apports de fonds, chaque Caisse locale recevra une rémunération versée par la Caisse régionale. Cette rémunération servira aux Caisses Locales à rémunérer les parts sociales qu'elles auront émises auprès de leurs sociétaires, sous réserve d'une décision de l'Assemblée générale de chaque Caisse locale.

1.9 Montants levés au cours de l'année 2018

Les montants bruts levés au cours de l'année 2018 s'élèvent à 27 500 444.91 €

1.10 Établissement domiciliaire

Les souscriptions sont reçues aux guichets de la Caisse régionale.

2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES PAR LES CAISSES LOCALES

2.1 Forme des parts sociales

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites, tenus dans les conditions réglementaires.

Les parts sociales des Caisses Locales sont des parts de capital social au sens de l'article L. 512-1 du Code monétaire et financier. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale.

Les parts sociales ont actuellement une valeur nominale de 1,53 €, entièrement libérée lors de la souscription conformément aux statuts.

Toutes les parts sociales émises par les établissements mutualistes sont incluses dans les fonds propres de base desdits établissements conformément aux dispositions réglementaires applicables².

² Cf. notamment l'article 27 du règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013.

2.2 Fonds de garantie

Les parts sociales ne sont éligibles ni au mécanisme de garantie des titres prévu à l'article L.322-1 du Code monétaire et financier, ni au mécanisme de la garantie des déposants prévu à l'article L.312-4 du même code car elles ne constituent pas des fonds remboursables.

2.3 Droits politiques et financiers

La détention de parts sociales donne le droit de participer à l'assemblée générale et d'être élu administrateur de la Caisse locale selon le principe démocratique coopératif " un homme, une voix ", repris à l'article 4 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Tout sociétaire, personne physique ou morale, a droit à une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Chaque personne morale se fait représenter par un mandataire sociétaire ou non à titre individuel de la Caisse locale.

Tout sociétaire peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose, en outre de sa voix personnelle, de la voix de chacun des sociétaires qu'il représente, sans pouvoir disposer à ce titre de plus de cinq voix, la sienne comprise.

Les parts sociales donnent vocation à un intérêt annuel fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle réunie en vue de l'approbation des comptes du dernier exercice social. Il n'existe toutefois aucune garantie formelle de rémunération attachée aux parts sociales, puisque le versement de l'intérêt annuel est subordonné à l'existence d'un résultat distribuable et à une décision de distribution de l'assemblée générale des sociétaires de la Caisse locale émettrice.

L'intérêt annuel aux parts sociales, dont le taux est fixé chaque année par l'assemblée générale de la Caisse locale, dans la limite d'un plafond, au plus égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", majoré de deux points, fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, et doit être approuvé par la Caisse régionale à laquelle la Caisse locale est affiliée.

L'intérêt ne commence à courir qu'à compter du premier jour du trimestre suivant celui au cours duquel la souscription a été effectuée, et cesse de courir le dernier jour du trimestre précédent celui du remboursement des parts. Il sera servi après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire. Sur décision du Conseil d'Administration de la Caisse locale, l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque sociétaire une option entre la rémunération des parts sociales, soit sous forme de paiement en parts sociales, soit en numéraire, au choix du sociétaire.

Conformément à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947, *"Les coopératives ne peuvent servir à leur capital qu'un intérêt, déterminé par l'assemblée générale dans les conditions fixées par les statuts, dont le taux est au plus égal à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points. Ce taux est publié par le ministre chargé de l'économie dans des conditions fixées par décret."*

Pour information, les taux de la rémunération versée aux parts sociales par les Caisses Locales affiliées à la Caisse régionale au cours des 3 derniers exercices ont été les suivants :

- Exercice clos le 31/12/2016 : 1,70 %
- Exercice clos le 31/12/2017 : 1,85%
- Exercice clos le 31/12/2018 : 1,85 %

Le délai de prescription applicable à l'action en paiement des intérêts afférent aux parts sociales est de 5 ans.

Par application des principes coopératifs :

- Le sociétaire qui se retire de la Caisse locale a droit au remboursement de ses parts, à la valeur nominale, augmentée des intérêts échus ;

Toutefois, cette faculté de remboursement ne pourrait intervenir s'il avait pour conséquence de réduire le capital au-dessous :

- Des $\frac{3}{4}$ du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Caisse locale,
- Du capital minimum auquel la Caisse locale est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.
- Les parts sociales de Caisse locale ne donnent pas de droit sur l'actif net. En cas de dissolution, avec ou sans liquidation de la Caisse locale, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui devra être approuvée par Crédit Agricole S.A., à une œuvre d'intérêt agricole.

2.4 Négociabilité - Liquidité : remboursement et cessibilité des parts sociales

2.4.1 Remboursement

En raison de la variabilité du capital, les parts sociales peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de leur titulaire. Les conditions dans lesquelles le remboursement des parts sociales est effectué sont définies ainsi :

- Le remboursement, en cas de démission ou de décès, sera opéré sur proposition du Conseil d'Administration et devra être approuvé par l'Assemblée Générale suivante ;
- Le remboursement des parts sociales à un sociétaire démissionnaire peut être différé. En effet, il peut être suspendu jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit 5 ans à compter de la perte de qualité de sociétaire et ce, en application de l'article L.512-26 du Code monétaire et financier.
- En cas de décès d'un sociétaire, les héritiers désignent l'un d'entre eux pour les représenter, qui devra être agréé en cette qualité par le Conseil d'Administration.

Le capital social de la Caisse locale ne peut être réduit par le remboursement des apports des sociétaires sortants en-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Caisse locale, sauf autorisation préalable de la Caisse régionale à laquelle elle est affiliée (article 13 de la loi du 10 septembre 1947).

2.4.2 Cessibilité

Les parts sociales sont cessibles avec l'agrément du Conseil d'Administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes physiques ou morales susceptibles d'adhérer à une Caisse locale, telles que décrites au point 1.2. du chapitre précédent.

La Caisse locale, pour toutes les obligations de ses sociétaires vis-à-vis d'elle, a un privilège sur les parts du capital social qu'ils possèdent.

Ce privilège, institué par l'article L.512-27 du Code monétaire et financier, est un privilège spécial mobilier dont l'objet est constitué par les parts sociales, et que la Caisse locale peut faire jouer pour garantir toutes les obligations du sociétaire vis-à-vis d'elle. Il permet à la Caisse locale de ne pas rembourser les parts sociales au sociétaire tant que celui-ci n'a pas liquidé ses opérations personnelles avec celle-ci, tout au moins dans le délai maximum de 5 ans qui suit la sortie du sociétariat.

2.5 Facteurs de risques

Les entités locales émettrices considèrent que les facteurs de risques décrits ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à la souscription de parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision de souscription, le sociétaire potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risques ci-dessous.

2.5.1. Facteurs de risque liés à la Caisse régionale de Normandie et le Groupe Crédit Agricole

Les facteurs de risque liés à la Caisse régionale de Normandie figurent pages 10 à 24 du rapport de gestion incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la Caisse régionale (www.ca-normandie.fr).

Les facteurs de risque liés au Groupe Crédit Agricole, figurent au chapitre 5 du Document de Référence de Crédit Agricole S.A., incorporé par référence et mise en ligne sur son site internet (www.credit-agricole-sa.fr).

2.5.2. Facteurs de risque liés à la détention de parts sociales

Risque de capital

Les parts sociales, titres de capital et instrument de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par les Caisses Locales émettrices. En conséquence :

- le remboursement des parts sociales du sociétaire sortant sera, le cas échéant, réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan,
- l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale,
- le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse régionale et au risque de mise en œuvre de mesures de résolution, notamment de "bail-in" au sein du Groupe Crédit En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'autorité de résolution pourrait décider d'appliquer aux parts sociales une mesure de "bail-in", c'est-à-dire de déprécier leur valeur nominale afin d'absorber les pertes.

Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.

Risque de liquidité

Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.

Tout remboursement de part sociale étant soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales. Les investisseurs doivent être conscients que la liquidité des parts sociales peut être faible ou nulle.**

Toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 0,1 %.

Remboursement

Le sociétaire sortant n'a droit qu'au remboursement de la valeur nominale de ses parts-en cours au moment de sa sortie, et sans aucun droit sur les réserves. Il a également droit au paiement de l'intérêt des parts afférent à l'exercice au cours duquel a eu lieu sa sortie, l'intérêt étant calculé proportionnellement au nombre de mois entiers en possession des parts. Le taux d'intérêt est fixé par l'Assemblée générale qui approuve les comptes de l'exercice.

Le remboursement est subordonné à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale émettrice et ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire, date à laquelle la responsabilité du sociétaire ne peut plus être engagée (article L.512-26 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article 77 du règlement européen N° 575/2013 du 26 juin 2013 et à l'article 32 du règlement délégué de la Commission européenne N° 241/2014 du 7 janvier 2014, relatifs aux fonds propres des établissements de crédit, la Banque Centrale Européenne peut autoriser à l'avance des opérations de remboursement d'instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des sociétés coopératives, pour un montant prédéterminé pouvant atteindre 2 % des fonds propres de base de catégorie 1 (déduction faite du montant de la souscription de nouveaux instruments de fonds propres de catégorie 1) pendant une période maximale d'un an. Au-delà de ce montant le remboursement est conditionné à l'autorisation de la Banque Centrale Européenne.

Enfin, le remboursement des parts sociales est subordonné au respect des normes relatives au capital minimum des établissements de crédit et à sa représentation ainsi que de la règle prévue à l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants.

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure :

- **de se voir rembourser aisément leurs parts sociales,**
- **de céder aisément leurs parts sociales.**

Rémunération

La rémunération s'effectue en fonction des résultats de la Caisse locale, et sous réserve d'une décision de distribution de l'Assemblée Générale, les parts sociales sont rémunérées par un intérêt dont le taux est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la Caisse locale, dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", majoré de deux points, fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale. **Il n'y a donc pas de garantie formelle de rémunération.**

Rang de subordination

En cas de liquidation d'une Caisse locale, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales, et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social.

Dans la mesure où les parts sociales ne confèrent pas à leur titulaire un droit sur l'actif net, l'assemblée générale extraordinaire de la Caisse locale décidera de l'affectation de l'actif net subsistant (après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé) à une œuvre d'intérêt agricole (en pratique, une autre Caisse locale).

Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.

Fiscalité

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les investisseurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

Changement législatif (y compris dans la réglementation fiscale)

Les modalités et informations relatives aux parts sociales, décrites dans le présent prospectus, sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date des présentes. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent prospectus.

2.6 Frais

La souscription ou le remboursement des parts sociales ne donne pas lieu à perception de frais par la Caisse locale. En revanche, toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 0,1 %.

2.7 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents français)

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est celui résumé dans le point 2.7.1. L'attention des sociétaires est cependant attirée sur le fait que ce régime fiscal est susceptible d'être modifié par le législateur. La situation particulière de chacun doit être étudiée avec son conseiller fiscal habituel.

2.7.1 Intérêts versés aux parts

Malgré leur dénomination légale d'intérêts, les revenus des parts sociales sont assimilables à des dividendes d'actions françaises et suivent donc le même régime fiscal.

Les intérêts versés aux parts sociales doivent être pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable et sont imposables dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception.

Lors de leur versement, ces intérêts sont soumis, en l'état actuel des dispositions fiscales en vigueur en France au jour du présent prospectus :

- à un prélèvement à titre d'acompte égal à 12,8% de leur montant brut. Le sociétaire peut demander sous sa responsabilité, en déposant une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur avant le 30 novembre de l'année précédant l'année de perception des revenus, à être dispensé de ce prélèvement s'il appartient à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence mentionné sur le dernier avis d'imposition reçu est inférieur à 50.000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75.000 € (contribuables soumis à imposition commune),
 - la contribution sociale généralisée de 9,2 % (articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.),
 - la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 H et 1600-0 J du C.G.I.),
 - le prélèvement de solidarité de 7,5 % institué par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (article 235 ter du C.G.I.).

Le prélèvement à titre d'acompte de 12,8% est ensuite imputé sur l'imposition définitive établie sur l'avis d'imposition des revenus de l'année de perception des intérêts :

- soit au taux forfaitaire de 12,8%,
- soit au barème progressif de l'impôt sur le revenu, sur option globale (valant pour l'ensemble des revenus mobiliers et plus-value de cession de valeurs mobilières de l'année) formulée par le sociétaire sur sa déclaration de revenus. Dans ce cas, un abattement de 40% est appliqué sur le montant des intérêts soumis à l'impôt sur le revenu, et une fraction de la CSG (6,8%) est déductible du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de son année de paiement.

2.8 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents étrangers)

Sous réserve de l'application des conventions internationales qui peuvent prévoir un taux réduit, les intérêts aux parts sociales distribués à des personnes physiques non-résidentes en France sont soumis à une retenue à la source dont le taux est fixé à 12,8 %. En outre, le taux de la retenue à la source est porté à 75 % pour les intérêts payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif.

Cette retenue à la source est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement (pas d'abattement de 40 %) et elle est libératoire de l'impôt sur le revenu.

2.9 Tribunaux compétents en cas de litige

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Caisse locale ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre une Caisse locale et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction du tribunal du lieu du Siège social de la Caisse régionale à laquelle est affiliée la Caisse locale émettrice.

3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RELATIFS AU STATUT DES CAISSES LOCALES ÉMETTRICES

3.1. FORME JURIDIQUE

Les Caisses Locales sont des sociétés coopératives à capital et personnel variables, régies par un ensemble de dispositions statutaires, elles-mêmes conformes aux dispositions contenues, notamment, dans :

- les articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier relatifs au Crédit Agricole,
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Ces textes fixent notamment les principes d'organisation et de fonctionnement des Caisses Locales, et leur imposent de reprendre dans leurs statuts respectifs certaines dispositions impératives, telles que celles concernant la composition du capital, les conditions de sortie des sociétaires ou le fonctionnement du comité des prêts. Aussi les statuts de toutes les Caisses Locales sont-ils établis sur la base d'un modèle unique reprenant ces dispositions (dénommé dans le présent prospectus " le statut des Caisses Locales ").

Par ailleurs, les Caisses Locales sont soumises aux dispositions particulières relatives aux sociétés à capital variable contenues dans les articles L.231-1 et suivants du Code de Commerce, ainsi qu'à la réglementation bancaire contenue dans les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

La Caisse régionale a été agréée en juillet 2005 sous la dénomination de "Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie", collectivement avec l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste et coopérative et de prestataire de service d'investissement par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'investissement, en application des articles L. 511-9, L. 511-10 et L. 532-1 du Code Monétaire et Financier.

3.2 OBJET SOCIAL

Les opérations de la société sont toutes celles que les Caisses Locales sont autorisées à faire par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier, et celles qu'elles peuvent ou pourront accomplir en vertu des textes subséquents en la matière.

Le tout sous réserve des conditions imposées par la réglementation des établissements de crédit.

3.3. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

3.4 DURÉE

La durée des Caisses Locales est illimitée.

3.5 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES CAISSES LOCALES

3.5.1 Entrée dans le sociétariat

Pour devenir sociétaire d'une Caisse locale, il convient :

- d'être agréé par son Conseil d'Administration,
- de souscrire une ou plusieurs parts sociales représentatives de son capital social.

Les Caisses Locales étant des sociétés de personnes, la procédure d'agrément du sociétaire par le Conseil d'Administration est obligatoire, même si la Caisse locale a ouvert son sociétariat à l'ensemble des clients de la Caisse régionale.

Le Conseil d'Administration statue régulièrement sur les nouveaux sociétaires, les décisions devant être consignées au procès-verbal de la réunion. Par ailleurs, la décision de refus d'un candidat " sociétaire " n'a pas à être motivée, puisqu'il s'agit de permettre l'entrée d'une personne physique ou morale dans le capital d'une société de personnes.

3.5.2 Droits des sociétaires

Détenteurs des parts sociales composant le capital des Caisses Locales, les sociétaires sont seuls admis à participer à la vie sociale de ces dernières : réunis annuellement en Assemblée Générale, ils approuvent leurs comptes, la répartition du résultat distribuable, et élisent leurs administrateurs. C'est donc par sa participation aux Assemblées Générales et par le mandat qu'il donne au Conseil d'Administration que le sociétaire participe à la gestion de sa Caisse locale.

3.5.3 Responsabilité des sociétaires

Elle est régie par l'article L.512-26 du Code Monétaire et Financier.

S'agissant tout d'abord des conditions de sortie des sociétaires, l'article L.512-26, repris dans les statuts des Caisses Locales, prévoit qu'ils ne peuvent être libérés de leurs engagements envers la Caisse locale qu'après la liquidation des opérations en cours au moment où ils se retirent, et que, dans tous les cas, leur responsabilité cesse cinq ans après leur sortie du sociétariat. Ce texte permet de différer de cinq ans le remboursement des parts sociales au sociétaire sortant.

Pour ce qui concerne l'étendue de la responsabilité des sociétaires, l'article L.512-31 renvoie aux statuts des Caisses Locales le soin d'en fixer les limites. Les statuts des Caisses Locales prévoient à cet égard que tous les sociétaires sont engagés jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par eux. Ainsi, un sociétaire ne pourrait en aucun cas se voir réclamer le versement de sommes complémentaires en raison d'un passif de sa Caisse locale.

3.5.4 Sortie du sociétariat

Elle a pour motif la démission ou l'exclusion d'un sociétaire, mais s'accompagne toujours d'un remboursement des parts souscrites, sauf à titre de sanction en cas d'exclusion.

Remboursement des sociétaires

Dans cette hypothèse, les statuts type des Caisses locales prévoient que le remboursement des parts sociales, en cas de démission, d'exclusion ou de décès du sociétaire, est opéré sur proposition du Conseil d'Administration et doit être ratifié par l'Assemblée Générale suivante.

Le remboursement des parts au sociétaire sortant ne peut excéder la valeur nominale des parts sociales, augmentée des intérêts échus. Il peut également être réduit à due concurrence de la contribution de l'associé aux pertes inscrites au bilan. Dans ce cas, le montant à verser au sociétaire sortant est égal au capital net du report à nouveau déficitaire (après imputation sur les réserves), divisé par le nombre de parts sociales émises, et multiplié par le nombre de parts détenues.

La somme effectivement remboursable au sociétaire démissionnaire peut être affectée à l'apurement de ses engagements, en application de l'article L. 512-27 du Code Monétaire et Financier qui institue un privilège au profit des Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

Le remboursement peut aussi être éventuellement différé jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit cinq ans à compter de la perte de la qualité de sociétaire. Dans cette hypothèse, dès l'approbation du remboursement par l'Assemblée Générale, le montant des parts est alors versé sur un compte bloqué au nom de l'ancien sociétaire, les fonds n'étant mis à la disposition de ce dernier qu'à l'expiration du délai de blocage (soit cinq ans maximum).

Exclusion des sociétaires

Les statuts des Caisses Locales prévoient plusieurs types d'exclusion :

- L'exclusion en cas d'ouverture d'une procédure collective d'apurement du passif ou en cas de procédure contentieuse ;
- L'exclusion en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement ou si le sociétaire cherche à nuire à la Caisse locale ou à la Caisse régionale à laquelle elle est affiliée, par des actes ou propos de nature à troubler leur fonctionnement.
- De même tout sociétaire qui ne remplit plus les conditions nécessaires pour son admission et notamment celui qui n'aura pas eu recours aux services de la Caisse régionale ou de la Caisse locale pendant plus de 10 ans, pourra être exclu.

L'exclusion sera prononcée par le Conseil d'administration.

3.6 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES RELATIONS ENTRE LA CAISSE RÉGIONALE ET LES CAISSES LOCALES QUI LUI SONT AFFILIÉES

3.6.1 Les relations de capital

Tout comme la Caisse régionale, les Caisses Locales sont des sociétés coopératives, dont le capital est composé de parts sociales souscrites par des sociétaires. Les Caisses Locales détiennent à leur tour au moyen de la détention de parts sociales, une quote-part du capital de la Caisse régionale à laquelle elles sont affiliées.

Outre les Caisses Locales, le sociétariat de la Caisse régionale est aussi composé d'un certain nombre de sociétaires personnes physiques, principalement les administrateurs de la Caisse régionale. Les statuts permettent toutefois d'assurer la majorité des voix aux Caisses Locales dans les assemblées générales de la Caisse régionale.

3.6.2 La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire

Depuis l'entrée en vigueur de la loi bancaire en 1984 incorporée aujourd'hui dans le Code monétaire et financier, la responsabilité financière des Caisses Régionales s'est accrue au plan juridique (responsabilité du banquier vis-à-vis de la clientèle) comme au plan financier.

En effet, si chaque Caisse régionale est agréée en qualité de banque mutualiste et coopérative avec l'ensemble des Caisses Locales, seule la Caisse régionale est responsable des contraintes financières liées à la qualité d'établissement de crédit. Ceci explique que le Directeur Général de la Caisse régionale ainsi qu'un ou plusieurs Directeurs généraux adjoints soient agréés par la Banque Centrale Européenne en qualité de dirigeants effectifs.

En conséquence, si le premier rôle des Caisses Locales était à l'origine d'examiner, par l'intermédiaire de leur comité d'escompte, les demandes de crédit formulées par leurs sociétaires, celles-ci ont été par la suite le plus souvent amenées à ne donner qu'un avis sur ces demandes de prêts, et à ne prendre une décision qu'en exécution des délégations données par le Conseil d'Administration de la Caisse régionale : les crédits sont en effet mis en place par la Caisse régionale, sur ses ressources et sous sa responsabilité. Une Caisse locale ne peut ainsi accorder des prêts dont les conditions en termes de montant, de taux ou de risque, grèveraient les capacités de la Caisse régionale, et donc de l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées, au seul motif que l'emprunt est domicilié dans sa circonscription. Il appartient en conséquence à la Caisse régionale d'assumer la responsabilité, et donc le pouvoir de définir les conditions d'octroi des prêts. En qualité d'établissement prêteur, c'est elle qui supporte les risques juridiques et financiers liés au crédit.

Il convient enfin de rappeler que si, en théorie, les Caisses Locales peuvent recevoir des dépôts de fonds, elles sont légalement tenues de les déposer intégralement à la Caisse régionale à laquelle elles sont affiliées. Aussi l'ensemble de l'activité bancaire à proprement parler est localisé dans la Caisse régionale.

3.6.3 Les relations financières

Les Caisses Locales sont soumises à l'obligation statutaire de déposer les fonds collectés afin d'augmenter leurs fonds propres au niveau de la Caisse régionale :

- soit au moyen de la souscription de titres de capital émis par la Caisse régionale (parts sociales CCI, CCA),
- soit par la souscription de NEU-MTN subordonnés émis par la Caisse régionale,
- soit par l'alimentation d'un compte courant bloqué ouvert à la Caisse régionale.

3.6.4 Les relations de solidarité

Entre les Caisses Locales

Aucune disposition légale, réglementaire ou contractuelle, n'organise un mécanisme de solidarité entre elles. Les Caisses Locales sont, en effet, des sociétés juridiquement autonomes les unes des autres. La responsabilité de leur passif repose donc exclusivement sur les sociétaires, dont les engagements sont statutairement limités au montant de leurs apports en capital social.

De la Caisse régionale vis-à-vis des Caisses Locales qui lui sont affiliées

Depuis 1984, sur le fondement du décret du 24/07/1984 d'application de la loi bancaire (aujourd'hui codifié à l'article R.511-3 du Code monétaire et financier), chaque Caisse régionale est agréée collectivement avec les Caisses locales qui lui sont affiliées en qualité d'établissement de crédit.

En effet, l'article R.511-3 visé ci-dessus dispose en particulier que, pour les réseaux mutualistes et coopératifs, "la Banque centrale européenne peut, sur proposition de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et après avis de l'organe central, délivrer un agrément collectif à une caisse régionale ou fédérale pour elle-même et pour les caisses locales qui lui sont affiliées ou qui sont affiliées comme elle à une même fédération régionale, lorsque la liquidité et la solvabilité des caisses locales sont garanties du fait de cette affiliation."

En conséquence, du point de vue de la solidarité, la situation des Caisses locales découle du lien d'affiliation qui les unit à la Caisse régionale et qui fonde la garantie de liquidité et de solvabilité en vertu de laquelle un agrément collectif leur est délivré.

La Caisse régionale veille au bon fonctionnement des Caisses Locales par le biais de l'émission d'instructions et de l'exercice de ses pouvoirs de tutelle énumérés ci-dessous à propos des relations de contrôle.

Il convient de souligner que les sociétaires des Caisses Locales constituent en même temps les propres clients de la Caisse régionale. De ce fait, cette dernière consacre une vigilance toute particulière au maintien de la pérennité des Caisses Locales qui lui sont affiliées, ce qui peut la conduire à leur apporter son soutien, notamment sur le plan financier, en leur versant si nécessaire des subventions de fonctionnement.

De Crédit Agricole S.A. vis-à-vis de la Caisse régionale et des Caisses Locales qui lui sont affiliées

En application des dispositions de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A. est garant de la liquidité et de la solvabilité de chacun des établissements de crédit qui lui sont affiliés (parmi lesquels figurent la Caisse régionale et les Caisses Locales qui lui sont affiliées) comme de l'ensemble du réseau. Toutefois cette garantie de liquidité et de solvabilité ne constitue pas une garantie émise par Crédit Agricole S.A. au bénéfice des porteurs de parts sociales.

3.6.5 Les relations de contrôle

Les Caisses locales sont agréées collectivement avec la Caisse régionale en qualité d'établissement de crédit. Elles constituent des établissements de crédit affiliés de manière permanente à un organisme central au sens de l'article 10 CRR. En conséquence, elles font l'objet d'une surveillance prudentielle sur base consolidée au niveau de la Caisse régionale.

Le statut des Caisses Locales contient, quant à lui, un certain nombre de dispositions permettant à la Caisse régionale l'exercice d'un contrôle effectif sur les Caisses Locales. Ces dispositions prévoient :

- l'obligation faite aux Caisses Locales de se prêter à tous contrôles et vérifications opérés par le Commissaire aux Comptes de la Caisse régionale,
- l'obligation pour les Caisses Locales de déposer les fonds disponibles à la Caisse régionale,
- l'agrément par la Caisse régionale du Président, du ou des Vice-présidents de la Caisse locale,
- la transmission à la Caisse régionale, pour approbation, du bilan, du compte de résultat, et du projet de répartition des excédents annuels, un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale.

L'ensemble de ces prérogatives permet à la Caisse régionale :

- d'exercer un contrôle effectif sur la gestion des Caisses Locales qui lui sont affiliées,
- d'assurer la continuité du fonctionnement des Caisses Locales en cas de vacance de leur Conseil d'Administration,
- de préserver la cohérence des décisions financières prises par chacune d'elles.

3.7 RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES RELATIFS À CHAQUE ENTITÉ LOCALE ÉMETTRICE

Se reporter à la fiche relative aux Caisses Locales, publiée sur le site Internet de la Caisse régionale : www.ca-normandie.fr et déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Pour chaque Caisse locale émettant des parts sociales sont répertoriée dans le tableau ci-après. Les souscriptions réalisées seront constatées par le Conseil d'Administration appelé à agréer les souscripteurs en qualité de sociétaires conformément aux statuts.

LISTE DES CAISSES LOCALES AU 01/06/2019

Nom de la Caisse locale	Siège social	
ALENCON	15, cours Clémenceau	61002 ALENCON
ARGENCES	5, rue du Maréchal Joffre	14370 ARGENCES
ARGENTAN-EXMES	3, rue Eugène Denis	61200 ARGENTAN
ATHIS	22 Place Saint Vigor	61430 ATHIS VAL DE ROUVRE
AUNAY/ODON	2 rue de Villers, Aunay sur Odon	14260 LES MONTS D'AUNAY
AVRANCHES	2, rue Saint Gaudens	50300 AVRANCHES
BARENTON	151, rue du Président John Kennedy	50720 BARENTON
BARNEVILLE	6, place du Docteur Auvret	50270 BARNEVILLE-CARTERET
BAYEUX	6, place du Marché	14400 BAYEUX
BEAUMONT HAGUE	1, rue Millecent , Beaumont Hague	50440 LA HAGUE
BELLEME-NOCE	14 Place Boucicault	61130 BELLEME
BRECEY	11, rue du Val de Sée	50370 BRECEY
BRETTEVILLE/LAIZE	Place du marché	14680 BRETTEVILLE/LAIZE
BRICQUEBEC	Place Le Marois, Bricquebec	50260 BRICQUEBEC EN COTENTIN
BRIOUZE	Rue d'Argentan	61220 BRIOUZE
CAEN CENTRE	1 Bd du Maréchal Leclerc	14000 CAEN
CAEN NORD	3 avenue de la Grande Cavée	14200 HEROUVILLE ST CLAIR
CAEN OUEST	46 Avenue Henri Chéron	14000 CAEN
CAEN SUD	136 Rue de Falaise	14000 CAEN
CAMBREMER	Place de l'Eglise	14340 CAMBREMER
CARENTAN	13, rue Sébliné	50500 CARENTAN
CARROUGES	Avenue du Général Leclerc	61320 CARROUGES
CAUMONT L'EVENTE	19, rue Saint Martin, Caumont l'Eventé	14240 CAUMONT SUR AURE
CENTRE PAYS D'AUGE	97, Avenue Guillaume le Conquérant	14100 LISIEUX
CERISY LA SALLE	Place de l'église	50210 CERISY LA SALLE
CHERBOURG	10, rue de l'Ancien Quai, Cherbourg	50100 CHERBOURG EN COTENTIN
CONDE TORIGNI	Route de Sainte - Suzanne	50890 CONDE SUR VIRE
COUTANCES	8 Rue Saint-Dominique	50200 COUTANCES
CREULLY	6, Rue de la Mer	14470 COURSEULLES/MER
DEVELPT EPARGNE ESSOR ECO. REG.	15 Esplanade Brillaud de Laujardière	14050 CAEN cedex
DIVES/MER	80, rue du Général de Gaulle	14160 DIVES/MER
DOMFRONT-PASSAIS	6, rue de la République	61700 DOMFRONT EN POIRAIE
DOUVRES LA DELIVRANDE	45 Avenue de la Mer	14150 OUISTREHAM
DOZULE	96, Grande Rue	14430 DOZULE
ECHAUFFOUR- MOULINS	21, Grande Rue	61370 SAINTE-GAUBURGE
ECOUCHE	3, rue des Frères Terrier, Ecouché	61150 ECOUCHE LES VALLEES
EVRECY	Rue Camille Blaiot	14210 EVRECY

FLERS	3, place Claudius Duperron	61100 FLERS DE L'ORNE
GACE	35, Grande Rue	61230 GACE
GAVRAY	1, rue de la Libération	50450 GAVRAY
GRANVILLE	14, rue Couraye	50400 GRANVILLE
HONFLEUR	13, rue de la République	14600 HONFLEUR
ISIGNY/MER	28, place du Général du Gaulle	14230 ISIGNY/MER
L'AIGLE	31, rue Saint-Jean	61300 L' AIGLE
L'ALLIERE AU NOIREAU	Place Colonel Candau, Vassy	14410 VALDALLIERE
LA CHAPELLE D'ANDAINE	43, rue d'Alençon, La Chapelle d'Andaine	61140 RIVES D'ANDAINE
LA FERTE FRESNEL	5, route Moulin la Marche	61550 LA FERTE EN OUCHE
LA FERTE MACE	56, rue d'Hautvie	61600 LA FERTE MACE
LA HAYE ST SAUVEUR	12, rue du Docteur Callegari,	50250 LA HAYE DU PUIITS
LA HAYE PESNEL	5, rue Clamorgan	50320 LA HAYE PESNEL
LA VALLEE DE LA DIVES	Place du Marché, Saint Pierre sur Dives	14170 SAINT PIERRE EN AUGÉ
LE MELE -COURTOMER	1, rue du Grenier à Sel	61170 LE MELE SUR SARTHE
LE MERLERAULT	1 route de Granville	61240 LE MERLERAULT
LE MOLAY LITTRY	Place du Marché	14330 LE MOLAY LITTRY
LE THEIL SUR HUISNE	11-12, place des Teilleuls, Le Theil	61260 VAL AU PERCHE
LES PIEUX	3, rue Centrale	50340 LES PIEUX
LIVAROT	24, rue du Maréchal Leclerc, Livarot	14140 LIVAROT PAYS D'AUGE
LONGNY	26, rue de l'Eglise	61290 LONGNY LES VILLAGES
MARIGNY	10, place du Docteur Guillard, Marigny	50570 MARIGNY LE LOZON
MESSEI	1, rue Alfred Riégler	61440 MESSEI
MONDEVILLE CAGNY	46, Rue Chapron	14120 MONDEVILLE
MORTAGNE-BAZOUCHES	Place Notre Dame	61400 MORTAGNE AU PERCHE
MORTAIN	6, rue du Rocher	50140 MORTAIN BOCAGE
ORBEC EN AUGÉ	123, rue Grande	14290 ORBEC
PAYS DE FALAISE	13, rue de la Pelleterie	14700 FALAISE
PERCY	41, avenue du Général Bradley, Percy	50410 PERCY EN NORMANDIE
PERIERS	2, rue de Bastogne	50190 PERIERS
PONT L'EVEQUE	3, rue du Catelet	14130 PONT L'EVEQUE
PONTORSON LE MONT ST MICHEL	1, rue Leconte de Lisle	50170 PONTORSON
PUTANGES	Place Notre Dame	61210 PUTANGES LE LAC
REMALARD	28, place du Général de Gaulle, Rémalard	61110 REMALARD EN PERCHE
SAINT CLAIR SUR ELLE	8 Rue de la Libération	50680 ST CLAIR SUR L'ELLE
SAINT HILAIRE DU HARCOUET	107, place Louis Delaporte	50600 SAINT HILAIRE DU HARCOUET
SAINT JAMES	2, rue Patton	50240 SAINT JAMES
SAINT LO	7, place du Champ de Mars	50002 SAINT LO
SAINT MARTIN DES BESACES	3 rue des Ecoles, Saint Martin des Besaces	14350 SOULEUVRE EN BOCAGE
SAINT PIERRE DES NIDS	5 Rue Bourg l'Abbé	53370 SAINT PIERRE DES NIDS

SAINT SEVER	21, place Albert Lebrun, Saint Sever	14380 NOUES DE SIENNE
SAINTE MERE EGLISE	6, rue de Verdun	50480 SAINTE MERE EGLISE
SEES-MORTREE	90, rue de la République	61500 SEES
SOURDEVAL	1, avenue Bernardin	50150 SOURDEVAL
TESSY SUR VIRE	Place de la Libération, Tessy sur Vire	50420 TESSY BOCAGE
TILLY/SEULLES	5, rue de Bayeux	14250 TILLY/SEULLES
TINCHEBRAY	26, Grande Rue	61800 TINCHEBRAY BOCAGE
TOUROUVRE	10 rue du 8 Mai 1945, Tourouvre	61190 TOUROUVRE AU PERCHE
TROARN	Place Paul Quéllec, Troarn	14670 SALINE
TROUVILLE	22, boulevard Fernand Moureaux	14360 TROUVILLE
TRUN	Place de la Mairie	61160 TRUN
VAL D'ORNE ET SUISSE NORMANDE	6, place du Général de Gaulle, Thury Harcourt	14220 LE HOM
VAL DE SAIRE	Rue Saint-Thomas	50760 BARFLEUR
VALOGNES	3, rue du Palais de Justice	50700 VALOGNES
VILLEDIEU LES POELES	29, rue du Général de Gaulle, Villedieu les Poêles	50800 VILLEDIEU POELES ROUFFIGNY
VILLERS BOCAGE	Rue Pasteur	14310 VILLERS BOCAGE
VIMOUTIERS SAP EN AUGÉ	Place du 13ème Arrondissement	61120 VIMOUTIERS
VIRE	16, rue André Halbout, Vire	14500 VIRE NORMANDIE

DEUXIÈME PARTIE

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS
À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
DE NORMANDIE**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NORMANDIE

Se reporter aux différents rapports figurant sur le site Internet de la Caisse régionale et déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

KPMG SA

Tour EQHO 2 avenue Gambetta CS 60055 92066 Paris La Défense Cedex

Membre de la compagnie régionale de Versailles - Représenté par Pascal BROUARD

Mandat donné par l'Assemblée Générale du 17 mars 2017 pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Tour First TSA 14444 1/2, place des Saisons

92037 Paris La Défense Cedex

Membre de la compagnie régionale de Versailles - représenté par Monsieur Bernard HELLER

Mandat donné par l'Assemblée Générale du 17 mars 2017 pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

2. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE

Comptes consolidés

BILAN (en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017	Évol.18/17 %
Total bilan	18 118 679	16 918 949	7 %
Fonds propres	2 575 694	2 295 153	12 %
Capital souscrit	224 322	206 081	9 %
Ratio tier one	20,29%	19,37%	5 %

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017	Évol. 18/17%
Produit net bancaire	389 519	379 486	3 %
Résultat brut d'exploitation	143 205	141 905	1 %
Coefficient d'exploitation	63,2%	62,6 %	1 %

	31/12/2018	31/12/2017	Évol. 18/17 %
Résultat courant avant impôt	130 550	144 956	(10 %)
Impôts sur les bénéfices	29 888	43 598	(31 %)
Résultat net	100 662	101 358	(1%)

3. FACTEURS DE RISQUE

Se référer aux différents rapports déposés auprès de l'AMF et figurant sur le site Internet de la Caisse régionale : www.ca-normandie.fr.

4. COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE AU 29/03/2019

Fonction	Nom-Prénom	Renouvellement du mandat lors de l'AG	Statuant sur les comptes de l'exercice clos le
Le Président	Daniel EPRON	AG 2020	31/12/2019
Les Vice-Présidents	Olivier BOREL	AG 2021	31/12/2020
	Denis MALBAUT	AG 2020	31/12/2019
	Christine HOFLACK	AG 2021	31/12/2020
Les Administrateurs	Jean-Louis BELLOCHE	AG 2020	31/12/2019
	Sylvain BOURDET	AG 2021	31/12/2020
	Jacques CHEVALIER	AG 2022	31/12/2021
	Alain GARAFAN	AG 2022	31/12/2021
	Benoit HULMER	AG 2022	31/12/2021
	Sandrine LECOCQ	AG 2020	31/12/2019
	Maryvonne LIGOT	AG 2020	31/12/2019
	Hubert LETERRIER	AG 2022	31/12/2021
	Vincent LEROY	AG 2021	31/12/2020
	Céline MAZIER	AG 2022	31/12/2021
	Pia-Maria ROBINE	AG 2020	31/12/2019
	Ingrid SCHADE	AG 2021	31/12/2020
	Jean VANRYCKEGHEM	AG 2021	31/12/2020
Stéphanie YON COURTIN	AG 2022	31/12/2021	

Le Directeur Général

M. Pascal DELHEURE

5. CONFLITS D'INTERET

A la date du présent prospectus, il n'existe aucun conflit d'intérêt au niveau des membres du Conseil d'administration et de la Direction Générale de la Caisse régionale.

Concernant les informations relatives aux parties liées, se reporter au rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées mis en ligne sur le site Internet de la Caisse régionale: www.ca-normandie.fr

6. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA CAISSE RÉGIONALE

Se reporter aux comptes consolidés, aux rapports des Commissaires aux comptes et au rapport de gestion figurant sur le site Internet de la Caisse régionale: www.ca-normandie.fr

7. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Se reporter au rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées mis en ligne sur le site Internet de la Caisse régionale : www.ca-normandie.fr

8. RELATIONS FINANCIÈRES, DE SOLIDARITÉ ET DE CONTRÔLE AVEC LE GROUPE CREDIT AGRICOLE

Se reporter au chapitre 6 du Document de Référence de Crédit Agricole S.A. publié sur le site Internet de l'AMF : www.amf-france.org et sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. : www.credit-agricole-sa.fr.

9. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGES SIGNIFICATIVES EN COURS

À la connaissance de la Caisse régionale de Normandie, il n'existe, à la date du présent prospectus, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse régionale et du groupe Crédit Agricole au cours des 12 derniers mois.

10. PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne est fondé sur des principes fondamentaux émanant des valeurs du Groupe Crédit Agricole, de sa mission de servir ses clients, des bonnes pratiques du secteur financier, ainsi que des exigences réglementaires et des orientations des superviseurs s'appliquant aux institutions financières.

Ces principes comprennent :

- I. Le développement et la diffusion d'une culture risque saine et solide au travers :
 - du rôle de la Direction générale dans la gestion des risques au moyen d'une gouvernance adéquate ;
 - d'un pilotage des risques et de la conformité au plus près des métiers ;

- d'une pratique de second regard ;
- de politiques et procédures risques et conformité exhaustives et cohérentes avec l'appétence au risque.
- II. La définition d'une appétence au risque à l'échelle de la Caisse régionale (nature et ampleur du risque que la Caisse est disposée à assumer dans la poursuite de ses objectifs stratégiques et commerciaux).
- III. La mise en place d'une gouvernance des risques et d'une comitologie qui facilitent le processus d'escalade et la prise de décisions au niveau adéquat de la Caisse régionale.
- IV. La définition claire des rôles et responsabilités des trois lignes de défense exerçant des activités relatives à la gestion des risques que sont les lignes Métier opérationnelles ; la Ligne Métier Risques (LMR, Contrôle Permanent et Risques en Caisse régionale); La ligne métier Conformité (LMC, Conformité et sécurité financière en Caisse régionale) ; La ligne Métier Audit Inspection (LMAI, Contrôle Périodique en Caisse régionale).
- V. La mise en place et l'actualisation des politiques, procédures, process et reportings relatifs à la gestion des risques et à la conformité.

Le périmètre du Contrôle Interne :

Le périmètre de contrôle interne est dénommé Périmètre des entreprises Surveillées sur base Consolidée ou Périmètre de Surveillance sur base Consolidée ou Périmètre de Surveillance Consolidé (PSC).

L'obligation de se doter d'un dispositif de contrôle interne visant une maîtrise des risques encourus au travers d'une organisation, d'un système de contrôle et de procédures adéquates s'applique aux entreprises surveillées sur une base consolidée ou, le cas échéant, sous-consolidée. L'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 2014 précise que celles-ci veillent à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer du respect, au sein des entreprises contrôlées de manière exclusive ou conjointe au sens du règlement modifié du Comité de la réglementation comptable no 99-07 du 24 novembre 1999 susvisé ou des normes IFRS pour les entreprises assujetties soumises à de telles normes, des dispositions du présent arrêté ainsi que, le cas échéant, des dispositions européennes directement applicables;
- s'assurer que les systèmes mis en place, au sein de ces entreprises, sont cohérents entre eux afin de permettre une mesure, une surveillance et une maîtrise des risques encourus au niveau consolidé ou, le cas échéant, sous- consolidé;
- vérifier la mise en place d'une organisation, d'un système de contrôle, ainsi que l'adoption, au sein de ces entreprises, de procédures adéquates pour la production des informations et renseignements utiles aux fins de l'exercice de la surveillance sur une base consolidée ou, le cas échéant, sous-consolidée.

Les principes de mise en œuvre du dispositif de Contrôle Interne :

- Les principes de mise en œuvre du dispositif de contrôle interne reposent sur une identification des zones de risques majeurs, la mise en place de procédures, la mise en œuvre du système de contrôle et un reporting d'information relative au contrôle interne.

Identification des zones de risques majeurs :

- Le processus d'identification des risques majeurs permet de définir le périmètre de risque que la Caisse régionale doit mesurer et surveiller en lien avec sa déclaration d'appétence au risque.

- Le processus d'identification des risques est à la base de tous les processus d'encadrement et de suivi des risques.

Une appréciation documentée du niveau de risques encourus est réalisée, notamment au moyen de cartographies des risques à couvrir par un dispositif de contrôle interne selon la réglementation, en fonction du métier et des risques propres à la Caisse régionale et mises à jour régulièrement.

L'ensemble de ces cartographies doit permettre de mesurer et de gérer les causes et les effets significatifs des risques encourus, de les évaluer au regard des facteurs internes et externes et d'identifier les actions à mettre en œuvre en vue de leur maîtrise.

Mise en place de procédures :

Les entités et les unités de la Caisse régionale élaborent des procédures et guides opératoires relatifs à leur organisation et à leurs activités pour toutes les composantes du dispositif de contrôle interne, visant à répondre aux principes fondamentaux définis précédemment.

Cette documentation et ces procédures :

- font l'objet d'une actualisation en tant que de besoin afin d'encadrer au mieux les activités et les risques et d'assurer en particulier la conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, les normes professionnelles et déontologiques et les normes internes ;
- sont organisées de façon à pouvoir être mises à la disposition, à leur demande, de l'organe de direction, de l'organe de surveillance, du Comité des risques, des Commissaires aux Comptes, du Secrétariat général de l'ACPR, de la Banque Centrale Européenne (pour les établissements individuellement assujettis au règlement sur le contrôle interne) et de toute autre autorité compétente (Autorité des Marchés Financiers etc..)

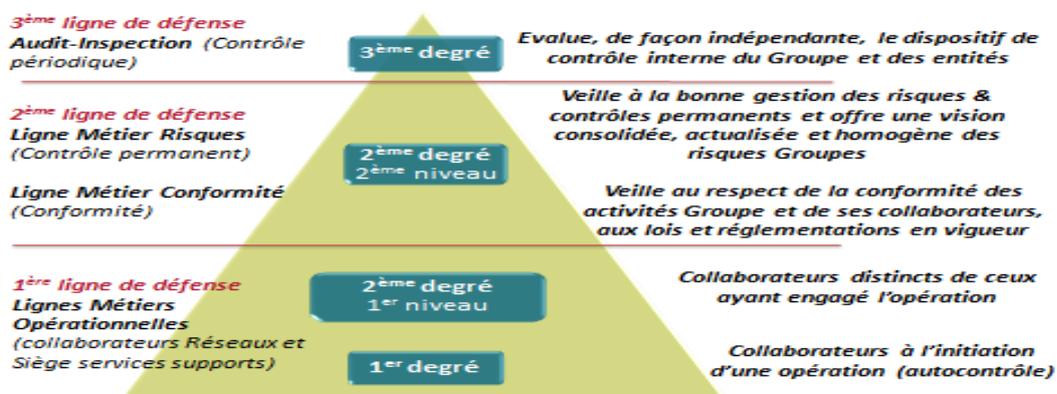
Mise en œuvre du système de contrôle :

L'organisation de la fonction contrôle permanent repose sur :

- la nomination d'un responsable Risques et d'un responsable de la Conformité dont les différentes responsabilités doivent être compatibles entre elles (exclusion de toute fonction d'engagement, au sens de décision impliquant une prise de risques, quel que soit le domaine d'activité, afin d'éviter d'être juge et partie) - la constitution d'une équipe dédiée et son correct dimensionnement (2ème degré) ;
- l'accès du responsable Risques, du responsable de la Conformité à toutes les instances de pilotage (Comités des Risques, Comités NAP, Comité de Contrôle Interne, ...) lui permettant d'appréhender les évolutions de l'environnement et les risques liés, de les intégrer et d'en rendre compte ;
- la définition et la mise en œuvre de l'articulation des différentes fonctions de contrôle permanent (Gestion des risques et Conformité) ;
- la définition du champ de responsabilité des acteurs du contrôle permanent (degré 1, degré 2 niveau 1 et degré 2 niveau 2).

Le dispositif de contrôle interne se décline suivant les trois lignes de défense représentées par le schéma ci-dessous :

■ Une organisation en 3 lignes de défense



11. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les documents suivants peuvent être consultés au siège social de la Caisse régionale de Normandie :

- une copie des statuts de la Caisse régionale,
- le rapport de gestion de l'exercice de la Caisse régionale, les comptes clos le 31/12/2017 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale, mis en ligne sur le site Internet de la Caisse régionale : www.ca-normandie.fr et déposé auprès de l'AMF ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes.
- le rapport de gestion de l'exercice de la Caisse régionale, les comptes clos le 31/12/2018 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale du 29 mars 2019, mis en ligne sur le site Internet de la Caisse régionale : www.ca-normandie.fr et déposé auprès de l'AMF ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes.
- la fiche synthétique regroupant les renseignements d'ordre juridique essentiels relatifs aux Caisses Locales.

TROISIÈME PARTIE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ET AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Se reporter au document de référence relatif à Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 26 mars 2019 sous le numéro D.19-0198, ses actualisations déposées le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0198-A01 et le 17 mai 2019, sous le numéro D.19-0198-A02, lesquels sont disponibles sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.: www.credit-agricole-sa.fr.

PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole est un groupe uni et décentralisé, dont la structure pyramidale est fondée sur un socle mutualiste.

Le Crédit Agricole s'est constitué au fil de son histoire, comme un réseau décentralisé de sociétés coopératives de crédit, locales et régionales, dont l'unité et la cohérence sont assurées :

- a. sur le plan politique, par la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association regroupant l'ensemble des Caisses Régionales et,
- b. sur le plan prudentiel, de la liquidité et de la solvabilité, du contrôle des risques, par Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe.

Au terme de cette évolution historique, le réseau du Crédit Agricole est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois degrés décrits ci-après :

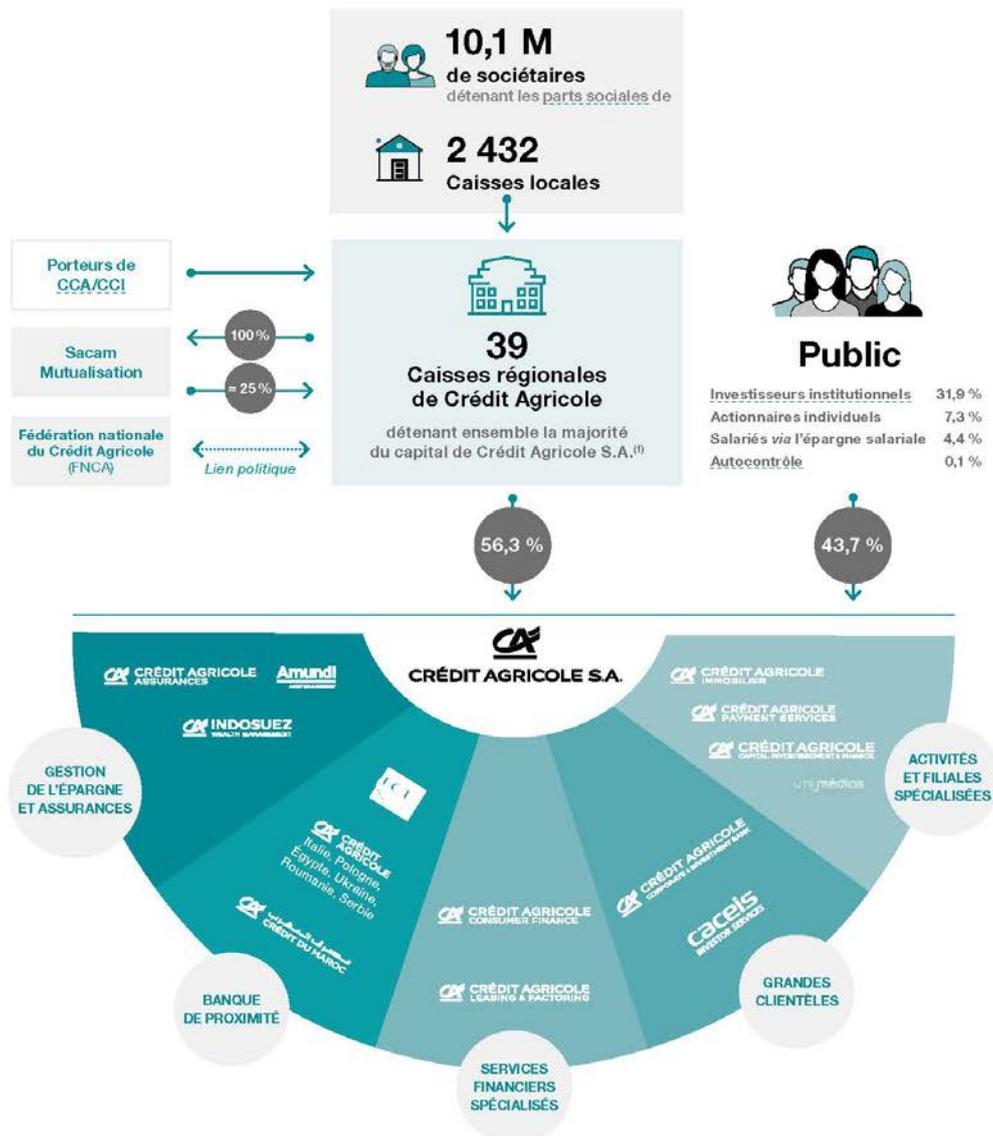
- c. **Les Caisses Locales**, coopératives de premier niveau, qui constituent le socle de l'organisation du Crédit Agricole et regroupent les sociétaires sur la base d'un critère géographique, ont notamment pour mission de représenter les sociétaires dans les organes sociaux de la Caisse régionale à laquelle elles sont affiliées ;
- d. **Les Caisses Régionales**, coopératives de deuxième niveau, agréées en qualité d'établissements de crédit, sont les entités qui exercent l'activité bancaire et détiennent les agences. Leur capital est détenu par les Caisses Locales affiliées et par la Société SACAM Mutualisation à hauteur d'environ 25% (qui lui confère une voix en assemblée générale). Les Caisses Régionales ont créé, en 1947, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association sans but lucratif, qui constitue une instance de représentation, d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses Régionales ;

La Société SACAM Mutualisation est une Société en Nom Collectif intégralement capitalisée par les Caisses régionales qui possèdent la totalité du capital et des droits de vote, elle détient 25 % des Caisses régionales.

- e. **Crédit Agricole S.A.**, organe central du groupe. Véhicule coté, constitué sous forme de société anonyme par actions, son capital est détenu, à hauteur de 56,6 %, par les Caisses Régionales au travers de la SAS Rue La Boétie, le solde étant réparti entre investisseurs institutionnels et actionnaires individuels.

LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE - UN ACTIONNARIAT STABLE (AU 31 DÉCEMBRE 2018)

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(1) via la SAS Rue La Boétie. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9 % par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.